

Entretien avec Ian Brossat

Adjoint à la Maire de Paris en Charge du Logement

« Nous souhaitons continuer à aider les Parisien.nes les plus modestes et les classes moyennes à vivre à Paris. »

Ian Brossat, 39 ans, est professeur de lettres modernes. Il a enseigné à Sarcelles, en banlieue parisienne, et depuis 2014, il est élu adjoint à la Maire de Paris en charge du logement et de l'hébergement d'urgence. Il est également porte-parole national du PCF.

Dans cette interview de fin-février, il s'est assis avec Ethan Earle pour parler des élections municipales françaises de mars, les possibilités d'un rapprochement de la gauche, le logement social, Airbnb, et les jeux olympiques de 2024.

Ethan Earle : Tu es à nouveau candidat aux élections municipales de mars, et ton parti, le PCF, est allié à la maire sortante, Anne Hidalgo. Peux-tu nous dire pourquoi la liste de Hidalgo est la meilleure option pour les Parisiens ?

Ian Brossat : Paris est une ville qui a de très nombreuses spécificités, parmi lesquelles le fait d'être très attractive et par conséquent, très soumise à la mondialisation libérale. Face à tout cela, nous avons besoin d'avoir une équipe municipale de gauche qui défend le service public et l'idée que notre ville ne doit pas être réservée aux seuls privilégiés. La mieux à même de mener cette politique, c'est Anne Hidalgo. Notre bilan le prouve, d'abord avec Bertrand Delanoë, puis sous ce mandat. La question posée aux Parisien.nes pour les élections municipales du 15 mars prochain, c'est de savoir si on continue à se battre pour que Paris soit une ville accessible ou si on en fait une place financière et un ghetto de riches.

EE : Qu'est-ce que vous avez fait concrètement pour que ce soit une ville accessible pour tous et toutes ?

IB : Tout d'abord, nous avons mis le paquet sur la question du logement, qui est la question prioritaire pour les Parisien.nes. C'est le premier budget pour les Parisien.nes ; c'est ce qui leur coûte le plus cher. Si on veut que Paris reste une ville de classes moyennes et de familles de salarié.es, il est essentiel d'agir sur ce levier-là.



Depuis 2014, nous avons produit et financé 42 000 logements sociaux, et depuis 2001, 110 000 au total. Tant et si bien qu'à Paris, 1 Parisien.ne sur 4, soit 550 000 Parisien.nes vivent en logement social et échappent aux effets de la spéculation immobilière. Et c'est ce qui permet qu'il y ait encore à Paris des salariés, des enseignants, des caissières, des assistantes maternelles, bref, autant de catégories sociales qui auraient été obligés de quitter Paris s'il n'y avait pas de logement social.

Nous avons aussi agi en utilisant d'autres leviers, notamment le développement du service public de la petite enfance, avec la création de 5 000 places dans les crèches publiques. Paris est le département français qui est le mieux doté en places en crèche, ce qui permet aux familles d'avoir une prise en charge de leurs enfants dès le plus jeune âge sans payer très cher des solutions de garde. Nous avons aussi mis en place des mesures de tarification sociale. Dans les cantines scolaires les enfants des familles les plus modestes payent 13 centimes d'euro le repas, ce qui est accessible. Les transports en commun sont gratuits pour les personnes âgées et pour les enfants de 4 à 11 ans.

EE : J'aimerais bien qu'on parle un peu plus sur ce que vous feriez dans un second mandat, mais avant, si tu peux nous parler de l'opposition... la situation chez La République En Marche avec Griveaux et maintenant Buzyn, et aussi chez les Républicains avec Rachida Dati.

IB : Aujourd'hui, nous avons en guise d'opposition, deux formes de droite. Nous avons une droite grossière, caricaturale, vulgaire, extrémiste à certains égards, qui est incarnée par Mme Dati, dans le droit fil du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Et puis, il y a la droite de Benjamin Griveaux d'abord, désormais celle d'Agnès Buzyn, qui cherche à se donner un visage plus respectable, mais qui est aussi libérale. Le capital mise sur deux candidat.es à la fois.

Mme Dati et Mme Buzyn pensent globalement la même chose. Elles sont contre le logement social par exemple. Paris est passée de 13 % de logements sociaux à quasiment 24 %. Elles veulent non seulement en stopper le développement, mais aussi le vendre ! Elles veulent céder au privé ces logements que nous avons créé pour permettre aux familles modestes et aux classes moyennes de vivre à Paris. Très concrètement, les familles qui y vivent devraient les acheter ou les quitter. C'est une logique de ségrégation : elles considèrent que seul.es doivent vivre à Paris celles et ceux qui peuvent se payer cette ville.

Si l'une ou l'autre gagnait, ce serait le retour à la politique de Chirac et de Tiberi lorsqu'ils étaient maires : chasser sans complexe les classes populaires en dehors de Paris. Dans les années 70 et 80, la Ville construisait du logement social... mais en banlieue ! Paris était réservé aux riches et la droite « installait » les agent.es de la Ville de Paris, celles et ceux qui nettoient nos rues, les éboueurs, celles et ceux qui travaillent dans les crèches, dans les villes communistes de Seine-Saint-Denis, qui elles accueillaient tout le monde. Nous,



nous ne voulons pas de cette conception de la ville. Ce qui fait la force de Paris, c'est précisément d'être une ville de brassage et de mixité sociale.

EE : La « Ville du Quart d'Heure » d'Anne Hidalgo, est un projet très différent. Qu'est-ce que tu peux nous dire sur les plans concrets d'Hidalgo ? Et toi aussi, ce que tu essayerais de faire dans un second mandat ?

IB : Le projet d'Anne Hidalgo est fondé sur deux piliers. D'abord, la question sociale dont je parlais tout à l'heure ; que nous souhaitons continuer à aider les Parisien.nes les plus modestes et les classes moyennes à vivre à Paris. Sur la question du logement, nous proposons de continuer à produire plus, pour arriver à 30 % de logements sociaux à horizon 2030. Nous voulons continuer à encadrer le prix des loyers dans le secteur privé. Nous proposons d'élargir la gratuité des transports en commun à tous les moins de 18 ans, et de poursuivre le développement des places en crèche jusqu'à atteindre un taux de satisfaction de 100 %, pour que toutes les familles qui font une demande de places en crèche puissent bénéficier d'une place dans une structure collective.

Le deuxième pilier, c'est le pilier environnemental. Paris est une ville très exposée à la pollution, elle doit être exemplaire en matière de transition écologique. Nous voulons continuer à réduire la place de la voiture. Le trafic automobile a diminué de 17 % pendant cette mandature et la pollution qui a baissé de 15, donc, on voit bien qu'il y a une corrélation entre les deux. Nous souhaitons aller plus loin en développant massivement le vélo, en faisant de Paris une ville dans laquelle 100 % des rues soient des rues cyclables. Notre projet, c'est de continuer la transformation sociale et écologique de Paris.

EE : Et la gauche en France, plus globalement, dans ces élections municipales ? On sait que la situation est un peu compliquée avec les Verts. Peux-tu nous parler de ça et aussi de La France Insoumise. Quelles possibilités pour un rapprochement de gauche dans les élections ?

IB : La situation est très contradictoire. Il y a d'une part une contestation sociale très importante depuis 2 ans : l'année dernière avec le mouvement des gilets jaunes et cette année, avec le grand mouvement contre la réforme inique des retraites, avec une mobilisation qui dure depuis le 5 décembre, et une opinion publique majoritairement opposée au projet.

Le deuxième aspect, c'est que la gauche est encore convalescente. Je dirais qu'elle était malade l'an dernier. Elle est aujourd'hui peut être un peu moins malade, mais enfin, en tout cas, elle est convalescente. Pourquoi ? Parce qu'elle est encore divisée, elle ne s'est pas totalement remise de la défaite de 2017, elle n'est pas tout à fait vaccinée contre les logiques hégémoniques qui nous ont fait si mal ; d'abord, l'hégémonie du Parti socialiste ensuite, l'hégémonie de la France insoumise dans la foulée des élections de 2017 et puis aujourd'hui, Europe Écologie Les Verts, qui se sent pousser des ailes depuis les dernières élections européennes. On a parfois le sentiment que la gauche française reproduit systématiquement les mêmes erreurs.



Or, aujourd'hui, quand on regarde avec un peu de sérieux la situation dans laquelle se trouve la gauche, personne ne peut prétendre à l'hégémonie et personne ne peut imaginer gagner seul le pouvoir à l'échelle nationale. Donc, la gauche a un impératif d'unité, de rassemblement dans le respect de l'ensemble de ses composantes. Ce qui me fait dire que la gauche va peut-être un peu moins mal que l'an dernier, c'est que le mouvement contre la réforme des retraites a permis quelques convergences. La gauche a été capable, pour la première fois depuis le quinquennat Hollande, de mener des initiatives communes, de résistance à la réforme et de propositions alternatives. Ça, ça va dans le bon sens. Je pense qu'il faut que cette dynamique se poursuive pour permettre que la gauche retrouve des couleurs en France et prépare la présidentielle de 2022 dans des conditions plus favorables.

EE : Tu nous as parlé déjà de Paris, mais quelle est la situation nationale du logement dans ce moment ?

IB : D'abord, la situation du logement en France est extrêmement diverse. Elle n'est évidemment pas la même selon qu'on est dans une grande métropole ou dans une « zone détendue », c'est à dire dans nos campagnes ou dans nos territoires les plus délaissés ; ou selon la situation de l'emploi.

Le problème du logement en France se pose d'abord dans les grandes métropoles car ce sont des zones très attractives : il y a un décalage entre une offre limitée et une demande considérable. Et ce décalage entre l'offre et la demande, inévitablement, agit sur les prix. Il y a un élément qui est particulier à la France qui me frappe quand je discute avec des maires ou avec des collègues d'autres villes : en France, un maire a la possibilité de développer le logement social sur son territoire, ce qui est un levier qui n'est pas négligeable, mais nous sommes dépourvus pour tout ce qui concerne la régulation du secteur privé. Nous sommes entièrement dépendants du bon vouloir de l'Etat. L'encadrement des prix des loyers se fait sur demande des maires, mais c'est l'Etat qui l'autorise ou non, et c'est le Préfet qui fixe les loyers maximums. De la même manière sur la régulation d'Airbnb, les règles sont fixées par l'Etat. La réquisition des bâtiments vides, ne relève pas de la municipalité non plus. Paris compte 100 000 logements vides, soit 7 % du parc de logements. Lorsque nous demandons au préfet de réquisitionner des bâtiments vides, il nous répond qu'il ne réquisitionne que si le propriétaire est d'accord ! Résultat il ne réquisitionne jamais.

EE : Tu as mené une bataille politique contre Airbnb à Paris – et tu as aussi écrit un livre sur le sujet – donc tu sais mieux que moi qu'Airbnb est une multinationale : comment la combattre du local au global ?



IB : C'est un peu le combat de David contre Goliath. Cela dit, c'est un combat qui est essentiel parce que si nous ne faisons rien, nos villes seront totalement colonisées par ces locations touristiques et par cette plateforme prédatrice. Nous avons mis en place des règles à Paris ; nous avons obtenu de l'Etat de nouveaux outils de régulation. Nous faisons la chasse aux locations touristiques illégales. Aujourd'hui à Paris, Airbnb a cessé son développement : il ne progresse plus grâce à l'action municipale. La question qui se pose pour nous, c'est comment récupérer dans la prochaine mandature, les logements que nous avons perdus et qui ont été transformés en hôtels clandestins. Une ville, aussi puissante soit elle, n'y arrivera pas seule. Nous avons cherché depuis quelques années à construire un front des villes, avec Barcelone, Madrid, Berlin, Amsterdam pour mieux réguler Airbnb. Notre conviction, c'est que pour faire plier Airbnb, il est nécessaire qu'il y ait une vraie coordination de ces villes. Plus unis, nous serons plus puissants.

EE : Comment est-ce que tu réponds aux familles à qui Airbnb permet de gagner un revenu supplémentaire essentiel pour leur vie ? Et en même temps, comment répondre aux touristes qui ont envie de connaître Paris, la France et pour qui l'appli est plus pratique, moins chère, plus désirable ?

IB : Il faut être capable de discerner ce qui relève de l'économie du partage et de ce qui relève de l'économie de prédation. Lorsqu'un propriétaire loue son logement quelques semaines par an, ça ne nous pose aucun problème. Ça lui permet à lui de mettre « un peu de beurre dans les épinards » et ça permet à un touriste de venir à des tarifs inférieurs à ceux de l'hôtellerie. En revanche, ce qui n'est pas acceptable, c'est la professionnalisation de ce secteur. C'est lorsque des propriétaires achètent trois ou quatre appartements, parfois des immeubles entiers, pour les transformer en logements loués toute l'année sur ces plateformes. Nous distinguons les deux. Nous voulons autoriser ce qui relève de l'économie du partage et interdire ce qui relève de l'économie de prédation.

EE : La dernière question : Les jeux olympiques viennent à Paris en 2024. Récemment les jeux ont plutôt conduit à la gentrification, et les citoyen.nes n'ont pas bénéficié dans leur ensemble des richesses créés. AirBnB est déjà partenaire des Jeux de Paris. Qu'en penses-tu ? Et comment faire différemment ?

IB : Les jeux olympiques ne doivent surtout pas être un accélérateur de gentrification pour Paris et pour sa métropole. Nous avons cherché à mettre en place des « garde fous », notamment la garantie qu'une proportion importante des logements qui seront construits dans le cadre des Jeux olympiques seront ensuite transformés en logements sociaux. Au Village olympique par exemple.



En tout cas, nous avons cette préoccupation, à la fois les élus communistes et la Maire de Paris, Anne Hidalgo. Les Jeux olympiques doivent être l'occasion de gagner des équipements publics supplémentaires, notamment pour la Seine-Saint-Denis. Un accélérateur de développement, oui, un accélérateur de gentrification, non ! J'ai envie de dire que c'est la même question qui se pose systématiquement lorsqu'on construit des nouveaux équipements publics : quand on crée un parc ou une piscine dans un quartier, inévitablement, on fait augmenter les prix dans ce même quartier, sauf si, dans le même temps, on développe le logement social et on met en place des politiques visant à réguler les prix. Et donc, il faut mener ces deux combats à la fois.

EE : Donc ce ne sera qu'une accélération de la bataille que vous menez tout le temps autour de la ville de Paris.

IB : C'est exactement ça.

